

SOUIS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI



FORUM MEDAYS 2012

LE SUD : L'EXIGENCE D'UN NOUVEL ORDRE MONDIAL

TANGER DU 14 AU 17 NOVEMBRE 2012



FORUM MEDAYS PAR L'INSTITUT AMADEUS
6, Rue Annassime, Sect. 9 Bloc I, Hay Riad 10100,
Rabat - Maroc

Tél. : +212 (0)537 71 70 82 / 40 59
Fax : +212 (0)537 57 11 83
E-mail : contact@amadeusonline.org
www.amadeusonline.org

© 2012 Institut Amadeus. Tous droits réservés.



FORUM MEDAYS 2012

LE SUD DANS LA GOUVERNANCE MONDIALE

TANGER DU 14 AU 17 NOVEMBRE 2012



MEDAYS 2012



Les MEDays sont désormais inscrits dans l'agenda des grandes conférences internationales. La 5eme édition du Forum phare de l'Institut Amadeus, est venue confirmer cette position qui crédibilise largement la pertinence de cet événement aujourd'hui pérenne.

Dans un contexte régional et international difficile, les initiatives telles que le Forum MEDays, tenue en 2012 sur la thématique générale du « Sud, l'exigence d'un nouvel ordre mondial » sont plus que jamais nécessaires dans un contexte délicat de crise économique mondiale ainsi que dans un monde arabe bouleversé et au Sud d'une Méditerranée qui cherche à se reconstruire.

Forum résolument global, les MEDays sont restés fidèles en 2012 à leur approche transversale avec une répartition désormais traditionnelle en demi-journée thématique : Energie/Environnement, Développement humain, Gouvernance, Enjeux sécuritaires et Equilibres économiques en plus de la session spéciale consacrée aux problématiques géopolitiques dans la région du Moyen Orient.

En 2012, les MEDays se sont élargis à des sujets nouveaux tels que l'entrepreneuriat féminin ou la thématique du sport comme vecteur de développement. Le volet Business des MEDays a été renforcé avec quatre panels de haut niveau proposés à un public de professionnels autour des thématiques de la Finance, du tourisme, de l'immobilier, ainsi que des énergies renouvelables.

Je retiens deux moments forts des MEDays 2012 : le panel sur la Syrie et celui sur la situation dans la bande Sahélio-Saharienne.

L'impasse est totale en Syrie où chacun aura compris que l'enjeu est autant national que régional, avec une âpre bataille au sein du conseil de sécurité avec les Etats Unis et l'Europe d'un côté appuyés par la grande majorité des pays arabes, la Chine et la Russie de l'autre. Le soulèvement du peuple syrien s'est opéré dans le sillage des autres révoltes dites du Printemps arabe.

L'enlisement du conflit s'explique surtout par les répercussions incertaines d'un changement de régime sur l'échiquier régional de même qu'un rapport de force bloqué sur le terrain.

Prédire l'issue du conflit est un exercice périlleux,

il est clair cependant que l'un des enjeux majeurs à la fois pour les autres régimes arabes comme les pétromonarchies mais aussi pour Israël, est de briser l'alliance chiite Téhéran/Damas/Hezbollah, considérée par les deux parties comme la menace principale quant à la stabilité au Moyen Orient.

La présence à Tanger, quelques jours seulement après la conférence de Doha, d'importants membres de l'opposition syrienne, a permis de faire le point sur la nouvelle stratégie de cette opposition pour la première fois réunie en une seule et même entité.

Au Sahel, l'intervention militaire sous l'égide de la CEDEAO semble inévitable tant les positions paraissent inconciliables. L'unité du Mali est certes l'enjeu principal mais il s'agit surtout de pacifier une bande sahélio-saharienne des plus instables où terrorisme, narcotrafic et banditisme sévissent depuis de nombreuses années et l'émergence d'AQMI.

Les participants présents à Tanger, ont appelé la communauté internationale à soutenir la CEDEAO dans ses efforts pour garantir l'intégrité territoriale du Mali.

Le Forum MEDays qui se veut être opérationnel a porté en 2012 l'Initiative de Tanger sur le trafic des médicaments en Afrique. L'objectif de cet appel est de sensibiliser au mieux les populations et les décideurs sur l'étendue de la propagation des faux médicaments et améliorer les dispositifs de contrôle. L'Institut Amadeus œuvrera dans ce sens à travers l'organisation de workshop en partenariat avec les principaux acteurs internationaux.

J'aimerai enfin souligner, que le Maroc prouve à travers les MEDays qu'il constitue un îlot de stabilité dans la région apte à organiser annuellement une conférence internationale de cette ampleur avec la participation de plus de 170 intervenants et la représentation de plus de 45 pays à niveau ministériel ou officiel.

Brahim FASSI FIHRI
Président Fondateur
de l'Institut Amadeus



MOYEN-ORIENT

SYRIE : QUELLE SORTIE DE CRISE ?

Les possibilités que la violente crise qui frappe la Syrie soit réglée diplomatiquement sont plus faibles que jamais. Tout indique qu'il faut s'attendre à une escalade drastique de la violence, même si tous les scénarios n'impliquent pas une guerre d'usure sur le long terme. Une intervention militaire occidentale ne s'amorce pas, étant donné la division de l'ONU et les risques élevés de ce type de mission. Le conflit syrien devient cependant de plus en plus une guerre par procuration régionale dont le dénouement aura des implications énormes pour les rapports de force au Proche-Orient.

Le printemps arabe n'a atteint la Syrie que tardivement même si la situation politique, économique et démographique sur place ait été similaire à celle d'autres pays arabes comme la Tunisie, l'Egypte ou la Libye. L'absence originelle d'un mouvement de protestation en Syrie s'explique d'une part par la popularité et la jeunesse de son Président mais aussi par une politique étrangère systématiquement orientée contre les Etats-Unis et Israël, une ligne de conduite de concert avec l'Iran, le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien.

Toutefois, dès mars 2011, les troubles politiques se multipliaient en Syrie. Partant de régions rurales les plus délaissées économiquement, un mouvement d'opposition national contre le pouvoir autoritaire du Président Assad et du parti Baas voit le jour. A son habitude, le pouvoir autocratique central a réagi aux protestations et manifestations en accroissant la répression et en utilisant de plus en plus la force coercitive policière, le tout accompagné de promesses de réforme constitutionnelles.

Crée par des déserteurs de l'armée régulière syrienne durant l'été 2011, l'Armée Syrienne Libre (ASL) a, bon an mal an, contribué à faire progresser la coordination de la résistance et à professionnaliser la démarche militaire sur le terrain des affrontements. Si le conflit était dans un premier temps caractérisé par une émergence sporadique de protestations et de

résistance et, de temps à autre, par la perte de contrôle provisoire du gouvernement, il s'est progressivement mué en lutte pour le contrôle pur et dur du territoire.

Du printemps arabe à la guerre civile

Avoir la certitude de l'emporter de part et d'autre des belligérants est caractéristique d'une guerre civile qui ne dit pas son nom en Syrie. Les forces loyalistes n'ont pas réussi à écraser la propagation d'un mouvement d'opposition national et ce malgré la violence déployée et les réformes cosmétiques annoncées, cependant, la fidélité de la majorité des forces armées régulières au régime est un élément très éclairant sur la mainmise du parti Baas et de la famille Al Assad sur l'appareil militaire et sécuritaire. La situation en Syrie est donc fondamentalement différente des cas Tunisiens, Libyens ou encore Egyptiens dans lesquels les armées régulières ont choisi le côté de l'opposition et obtenu une abdication politique par la force.

Le cas de la Syrie est donc différent, Bachar dispose par sur ce point d'une puissance de tir et de répression bien supérieure que ce qu'on a pu voir dans les autres pays du printemps arabe. Ses forces peuvent facilement utiliser l'aviation de combat et les armes lourdes pour endiguer une opposition armée qui jusqu'à présent manque d'un peu près tout sur le plan logistique, matériel et de commandement. A cette étape-ci du conflit, il est certain que seule une amplification de l'ingérence des puissances étrangères ou du champ pourrait briser cette asymétrie militaire fondamentale.

Du côté syrien, tous les indices tendent vers une politique de fuite vers l'avant, car malgré l'intensité des combats et de la répression, une grande majorité de la population syrienne continue à hésiter entre le gouvernement et les insurgés. L'opposition armée, essentiellement de nature rurale et d'obédience islamo-conservatrice ranime dans les franges des populations urbaines les douloureux souvenirs

MOYEN-ORIENT

de la guerre civile de 1979 - 82 qui s'était totalement transformée en conflit confessionnel. Tant qu'aucune des parties ne peut se prévaloir de l'emporter de façon décisive, le choix des populations urbaines va profondément être marqué par la perception de l'ordre politique qui en naîtra. D'ailleurs la montée de l'idéologie Salafiste et le fait que des cellules combattantes étrangères ayant des actifs djihadistes sont acceptées dans les rangs de la résistance ne fait qu'attiser des craintes correspondantes au sein de la population. Ainsi le régime s'efforcera à maintenir à ses côtés des parties de ces groupes, ce qui sera toutefois de plus en plus difficile étant donné que les combats gagnent les métropoles économiques et que les divisions confessionnelles commencent à s'aiguiser.



“Malgré nos positions divergentes avec l'Iran sur plusieurs aspects de la question Syrienne, la Turquie est prête à négocier”

Yasar YAKIS
Ancien Ministre des Affaires Etrangères Turc

par les pans séculaires et nationalistes arabes de l'opposition ni par les représentants des minorités ethniques et religieuses.

Comme démontré par Randa Kassis, le manque de participation des minorités pèse justement lourd en ce qui concerne la recherche d'une solution diplomatique. Le manque d'unité de l'opposition est en outre renforcé par l'implication d'acteurs externes. Les Etats occidentaux, mais aussi la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar et la Libye soutiennent idéologiquement des groupes proches d'eux au sein de l'opposition, ce qui rend encore plus difficile une coordination des divers courants et directions politiques.

Les conditions indispensables à une solution diplomatique de l'extérieur selon le modèle yéménite, c.-à-d. pour la formation d'un gouvernement d'union et le transfert des conflits au niveau politique, n'existent pas en Syrie actuellement. Sans une intervention de l'extérieur, il faut donc s'attendre pour l'avenir à une intensification de la confrontation militaire. De nombreux observateurs envisagent donc aussi une guerre d'usure qui dure des années, sans vainqueur réel, selon le modèle de la guerre civile libanaise des années 1970 et 1980.

Occident hésitant, ONU impuissant

Pour l'instant, les puissances étrangères n'ont pas pu aboutir à aucune sorte de compromis. Pis, leur gesticulation et implication n'ont fait qu'intensifier le conflit. Les tentatives de l'ONU en vue d'entraîner un règlement diplomatique du conflit ont échoué en raison de l'incapacité des belligérants à rechercher des compromis mais aussi en raison du désaccord de la communauté internationale. Les efforts de médiation et les plans de paix de l'envoyé spécial de l'ONU et de la Ligue arabe, Kofi Annan, et de son successeur, Lakhdar Brahimi, sont restés vains. Les efforts déployés actuellement dans le cadre de l'ONU ou encore au sein du projet de sortie de crise Américano-Russe en vue d'engager une transition politique à Damas

ANALYSE

MOYEN-ORIENT

sont eux aussi voués à l'échec.

A ce jour, aucun rapprochement des positions ne se dessine sur la scène politique internationale. Les Etats occidentaux comme les Etats arabes du Golfe plaident certes pour la formation d'un gouvernement de transition (la base est l'accord de Genève du Groupe d'action sur la Syrie de juin 2012). Mais ils pressent Assad de renoncer au pouvoir, ce qui représente une condition inacceptable pour Moscou. La Russie est un allié de longue date du gouvernement Assad et en-tretient en outre une base navale (évacuée entre-temps) sur la côte méditerranéenne de la Syrie. Le droit de veto de la Russie, mais aussi de la Chine, empêche l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU allant plus loin. Il ne faut guère, étant donné cette situation de départ, s'attendre à des sanctions supplémentaires de l'ONU contre le gouvernement central syrien ou même à la légitimation d'une intervention militaire pour protéger la population civile.

Du côté des Etats occidentaux, on n'est guère disposé à une intervention militaire. La situation sur le terrain, le morcellement de l'opposition, mais aussi la force de frappe militaire restante des forces armées syriennes, en particulier de la défense aérienne, font paraître trop risquée une passe d'armes. A cela vient s'ajouter la lassitude de guerre croissante dans les Etats occidentaux. Il ne faut certes pas exclure que l'on en arrive, en cas de conflit qui dure longtemps comme le conflit bosniaque, à une intervention insidieuse des Etats occidentaux, commençant par l'imposition de zones d'exclusion de vol et de zones de protection. Cependant, aux Etats-Unis, sans lesquels une intervention militaire en Syrie ne serait pas réalisable, il n'y aura guère de soutien intérieur pour d'autres aventures au Proche-Orient dans un avenir proche. Même si, lors du deuxième mandat du Président Obama, on peut envisager une hausse de la volonté d'agir américaine dans la question syrienne, elle ne dépasserait guère dans un premier temps un grand soutien logistique pour la résistance

militaire. Les derniers efforts de Washington en vue de contrecarrer la fragmentation de l'opposition et de soutenir la création d'une représentation plus crédible pour les différents groupes et fractions pointent aussi dans cette direction, tout comme leur proposition avec Moscow d'offrir à Assad une sortie de crise qui passe par des élections en 2014 ainsi qu'une alternance à la tête de l'Etat.



« il y a des minorités qui ne sont pas représentées dans les formes politiques d'oppositions et qui forment pourtant 35% de la population Syrienne. C'est un vrai problème mais dont on parle peu. Et je pense en particulier à la communauté Alaouite »

Randa KASSIS
Fondatrice et Présidente du
Mouvement de la Société
Plurale Syrienne

